



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2026/DRIEAT/UD77/005 du 15 janvier 2025  
de mise en demeure à l'encontre de la société WILLIAM SAURIN,  
pour son site situé 81/89 avenue du Général Leclerc 77 400 SAINT-THIBAUT-DES-VIGNES,  
en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement**

**VU** le Code de l'environnement, notamment le titre 1er du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement », et ses articles L. 171-6 ; L. 171-8 ; L. 511-1 ; L. 514-5 ;

**VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du Président de la République du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

**VU** l'arrêté interministériel du 8 juillet 2022 portant nomination d'une directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région Île-de-France ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 24/BC/049 du 9 août 2024 du Préfet de Seine-et-Marne donnant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2 IC 006 du 13 janvier 1999, autorisant la société WILLIAM SAURIN à poursuivre l'exploitation par une régularisation de la situation administrative de l'usine de fabrication de plats cuisinés à Saint-Thibault-des-Vignes, 81/89 avenue du Général Leclerc ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2024/DRIEAT/UD77/153 du 10 octobre 2024 imposant des prescriptions complémentaires à la société WILLIAM SAURIN pour son installation située 81/89 avenue du Général Leclerc sur le territoire de la commune de Saint-Thibault-des-Vignes (77 400) ;

**VU** le rapport n° E25-3011 du 26 décembre 2025 de la Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France consécutif à une inspection effectuée le 27 novembre 2025 dans les installations exploitées par la société WILLIAM SAURIN, 81/89 avenue du Général Leclerc, à Saint-Thibault-des-Vignes,

**VU** le courrier préfectoral n° E-25-3012 du 29 décembre 2025, indiquant à la société WILLIAM SAURIN de la mise en demeure susceptible d'être prise à son encontre et de la possibilité de formuler ses observations dans un délai de quinze jours,

**VU** les observations transmises par la société WILLIAM SAURIN datées du 13 janvier 2026, reçues par courriel le 13 janvier 2026,

**CONSIDÉRANT** que d'après les constats effectués le 27 novembre 2025 par l'inspection des installations classées, la société WILLIAM SAURIN a fait réaliser par un organisme agréé la vérification périodique annuelle de ses installations électriques, du 6 au 26 octobre 2025, et leur contrôle par thermographie infra-rouge du 14 au 23/04/2025,

**CONSIDÉRANT** que les résultats de ces contrôles signalent 651 anomalies, dont 57 sont susceptibles d'entraîner des risques d'incendie et d'explosion,

**CONSIDÉRANT** que 289 des 651 anomalies ont été relevées plus de deux années consécutives,

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a, à ce jour, pas justifié d'un échéancier de remédiation de l'ensemble des déficiences identifiées,

**CONSIDÉRANT** que ce constat est contraire aux dispositions prévues à l'article 2.3. du chapitre V de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2 IC 006 du 13 janvier 1999 précité,

**CONSIDÉRANT** les observations transmises par la société WILLIAM SAURIN en date du 13 janvier 2026, reçues par courriel le 13 janvier 2026,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de faire application des dispositions prévues au premier alinéa du I de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, en mettant en demeure la société WILLIAM SAURIN de remédier aux déficiences constatées dans les plus brefs délais afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** les éléments transmis par la société WILLIAM SAURIN datés du 13 janvier 2026, reçus par courriel le 13 janvier 2026,

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

## **ARRÊTE**

**Article premier :** La société WILLIAM SAURIN, dont le siège social est situé 65 bis rue La Fayette, 75 009 Paris, est **mise en demeure de justifier d'un programme de remédiation des déficiences relevées lors des contrôles des installations électriques de 2025, dans un délai de 1 mois**, pour les installations qu'elle exploite 81/89 avenue du Général Leclerc, à Saint-Thibault-des-Vignes, conformément à l'article 2.3. du chapitre V de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2 IC 006 du 13 janvier 1999.

Le délai précité débute à compter du lendemain de la date de notification du présent arrêté.

**Article 2 :** La société WILLIAM SAURIN, dont le siège social est situé 65 bis rue La Fayette, 75 009 Paris, est **mise en demeure de remédier dans un délai de 9 mois aux anomalies susceptibles d'entraîner un risque d'incendie ou d'explosion** pour les installations qu'elle exploite 81/89 avenue du Général Leclerc, à Saint-Thibault-des-Vignes, conformément à l'article 2.3. du chapitre V de l'arrêté préfectoral n° 99 DAI 2 IC 006 du 13 janvier 1999.

Le délai précité débute à compter du lendemain de la date de notification du présent arrêté.

### **Article 3 : Sanctions**

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1er du présent arrêté dans les délais imposés, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-7 et à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

### **Article 4 : Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 5 : Information dans l'établissement**

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

### **Article 6 : Information des tiers**

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 7 : Notification et exécution**

- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le Sous-Préfet de Torcy,
- la Maire de Saint-Thibault-des-Vignes,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée à l'exploitant sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice empêchée,  
La Cheffe de l'Unité départementale  
de Seine-et-Marne,



Agnès COURET

**Destinataires d'une copie par mail :**

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Sous-Préfet de Torcy,
- la Maire de Saint-Thibault-des-Vignes,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT).

**Délais et voies de recours :**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter du premier jour de publication de la décision. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux.